

# Chinafrique, prélude à un grand Armageddon

*Jean-Marie ROUSSEAU, le 17 juillet 2019*

*Jean-Marie ROUSSEAU est référent du Partenariat Eurafricain pour la relation Afrique/Chine, membre du comité de pilotage du Partenariat Eurafricain et membre du comité d'animation du CAS. Il est membre du Conseil scientifique du CIFE<sup>1</sup>.*

Géographe et économiste de formation, il a capitalisé sur plus de dix ans de nombreuses expériences en macro- et méso-économie dans treize pays d'Afrique, dont le Rwanda (1988-1991) au nom du CCI/ITC et le Bénin (1991-1994) pour le compte du PNUD, il a contribué au sein de la Commission européenne, de 2000 à 2003 au lancement des Programmes Régionaux d'Actions Innovatrices de la DG Politique régionale, puis de 2003 à 2006 à la DG Recherche au lancement et à l'animation des Regions of Knowledge pour l'ensemble des régions européennes.

Depuis 2007, il poursuit avec TAO-ITINeRIS (Initiatives in Territorial Intelligence & Regional Innovation Strategies) des activités de conseil au service de réseaux d'acteurs opérationnels et de décideurs politiques en Afrique, en Europe, dans le pourtour méditerranéen, en Amérique du Sud et surtout en Chine.

oo0oo

Parmi les puissances présentes en Afrique, la Chine s'impose selon un nouvel agenda politique et géostratégique, pour proposer sans vergogne au nom d'une solidarité un partenariat « sud-sud », bien plus séduisant à première vue qu'une simple coopération. Au travers de ce partenariat 'gagnant-gagnant', la Chine ne craint plus de promettre aux gouvernements africains avec qui elle traite, un avenir aussi radieux que le sien.

Quoi qu'il en soit de son avenir, cet immense continent est éminemment stratégique en termes de démographie, de marchés potentiels, de ressources énergétiques, fossiles et renouvelables, mais surtout de ressources minérales hautement critiques dans la course hightech mondiale. Pourtant, la Chine tend à occuper seule ce gigantesque terrain, au point de devenir omniprésente et parfois exclusive<sup>2</sup>, par le biais de grandes entreprises privées ou de sociétés d'Etat, entraînant dans leur sillage de nombreux sous-traitants utilisant prioritairement une main-d'œuvre chinoise.

## **Ce n'est pas nécessairement le marché africain qui est le plus attractif**

Entre les années 90 et aujourd'hui, les échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains sont passés de 2 milliards d'euros à près de 130 milliards d'euros, soit 65 fois plus en moins de vingt-quatre ans. En parallèle, de nombreuses filières d'immigration clandestine couvre physiquement et symboliquement le territoire rentable africain. Selon Emmanuel Véron<sup>3</sup>, « du diplomate de très haut niveau jusqu'aux paysans débauchés des campagnes chinoises pour travailler dans une exploitation agricole ou d'élevage au Mozambique, au Cameroun, en RDC, en Tanzanie ou [ailleurs, on] a, de ce

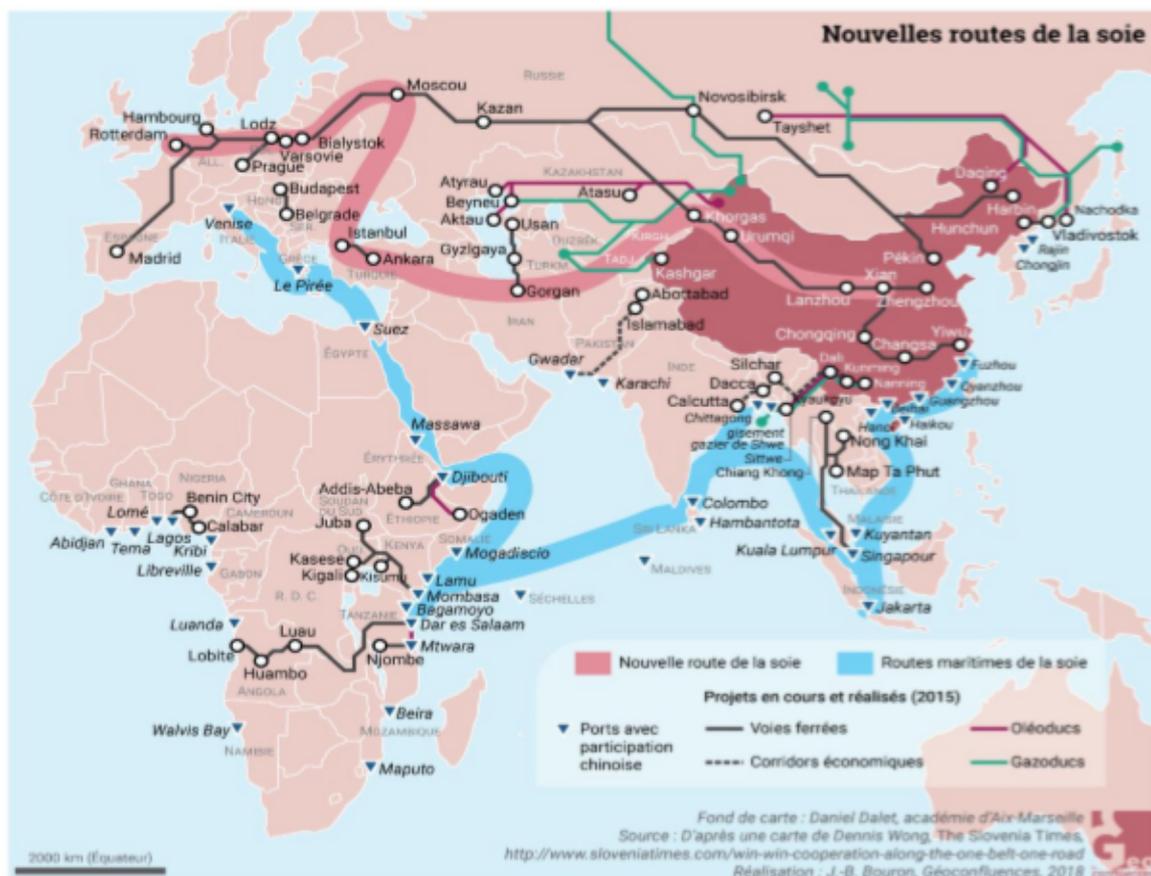
<sup>1</sup> Le Centre international de formation européenne est une association internationale privée qui englobe plusieurs programmes d'études européennes. Fondé en 1954, il est l'une des six institutions désignées bénéficiant d'un financement spécial de l'Union européenne dans le cadre du programme **Jean MONNET**.

<sup>2</sup> Jean-Marie Rousseau, « Dérèglements géopolitiques et dérive des continents – Quand la plaque tectonique Chine s'encastre entre Afrique et péninsule européenne », L'Europe en Formation n° 388, Printemps-Été 2019, CIFE.

<sup>3</sup> Emmanuel Véron, enseignant-chercheur à l'École navale et spécialiste de la Chine à « Franceinfo Afrique », juin 2019.

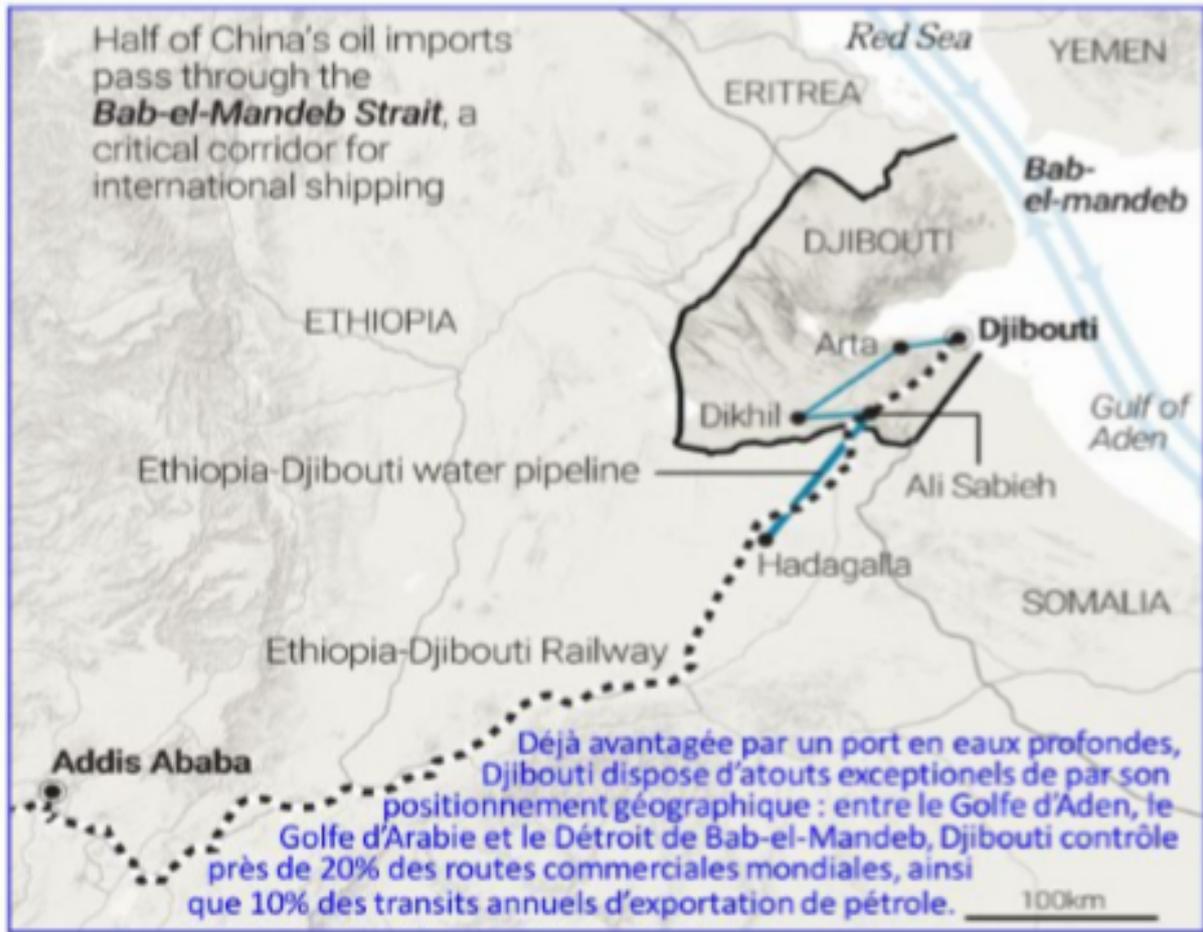
fait, une mise en concurrence, à une échelle sociale de base, entre des éleveurs, des agriculteurs africains et chinois, entre des artisans africains et des commerçants chinois des villes et des faubourgs des grandes villes africaines » Braconnage des espèces menacées, prédatons à différentes échelles sur les ressources minières en R.D. Congo, trafic de bois précieux, voire pratiques maffieuses dans des activités commerciales illégales... C'est à se demander si la concurrence implacable des Chinois profitant des chaînes d'approvisionnement de produits chinois, ne finit pas par tout simplement tarir toutes les capacités de production (artisanale, industrielle et agricole) des populations.

À la lutte contre la corruption, à la transparence et à la démocratisation prônée par les pays européens et les États-Unis, la Chine répond concrètement par la défense des principes de non-ingérence et le développement d'infrastructures – chemins de fer, routes, ports, barrages, etc. – et d'échanges économiques. La Chine réussit ainsi à préserver ses propres intérêts géopolitiques avec un vaste réseau d'exploitation des ressources naturelles, tout en diversifiant ses approvisionnements énergétiques, au service de ses débouchés commerciaux et de sa stratégie économique. À cet égard, la place de Djibouti constitue plus que la levée d'un verrou essentiel pour la conquête de l'Afrique en permettant la pénétration du marché européen. Méthodiquement, par-delà sa politique d'approvisionnements en énergie et en minéraux et métaux critiques, la Chine développe une stratégie à long terme d'influence culturelle et politique. Son objectif de gagner l'adhésion de l'ensemble des pays africains, est pratiquement atteint. À l'exception de l'Eswatini (ex-Swaziland), 53 pays ont, un à un, opté pour la reconnaissance exclusive de la République populaire de Chine, au détriment de Taïwan... La Route de la Soie – Belt and Road Initiative (BRI) – connaît ses premiers succès et s'installe, inexorablement et, semble-t-il, durablement dans les moindres recoins de l'Afrique.



Comme l'a récemment dit le Président djiboutien, Ismail Omar Guelleh, « Il est indéniable que jamais personne ne nous a proposé de partenariat sur le long-terme à l'exception notoire des Chinois.

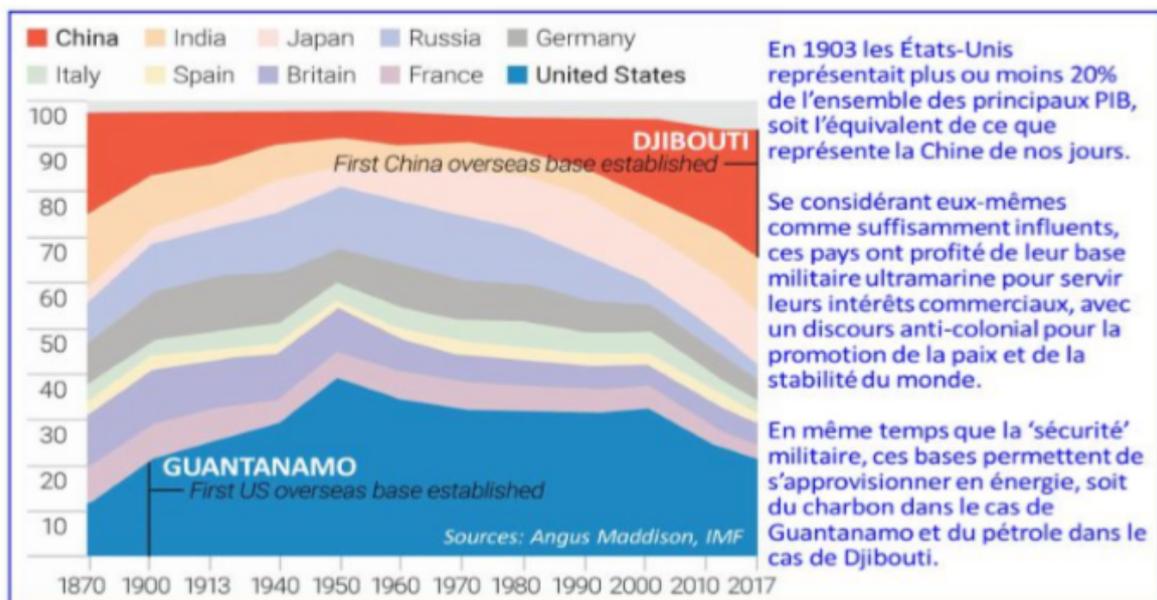
» La réhabilitation du réseau ferré Djibouti-Addis Abeba, doublée de la réalisation du pipe-line d'eau jusqu'à Hadagalla, ne constituent pas seulement le franchissement d'une étape éthiopienne bien délimitée et sans lendemain.



Ces infrastructures procèdent en réalité d'une avancée stratégique chinoise sur tout l'échiquier politique du continent Afrique. Bien en amont, les Chinois s'appuient sur le principe de sécurisation de leur espace maritime et de leurs routes commerciales jusqu'aux côtes africaines. Le professeur Hu Bo<sup>4</sup> de l'Université de Beijing, suggère même que la Chine dispose rapidement de deux bases militaires intermédiaires ultramarines entre Djibouti et la mer de Chine méridionale : « En cas de guerre, la distance jusqu'à Djibouti est trop grande » et, selon The Economist, la Chine serait déjà en train d'explorer discrètement les possibilités de bases militaires complémentaires...

<sup>4</sup> Membre du think-tank Pangoal Institut – 盘古智库 (Pángǔ zhìkù) – et directeur de recherche à l'Institut océanographique de la Péking Université, la fameuse Beijing Daxué (北京大学) ou BEIDA (北大).

*The Economist*, la Chine serait déjà en train d'explorer discrètement les possibilités de bases militaires complémentaires...



### Perte de souveraineté

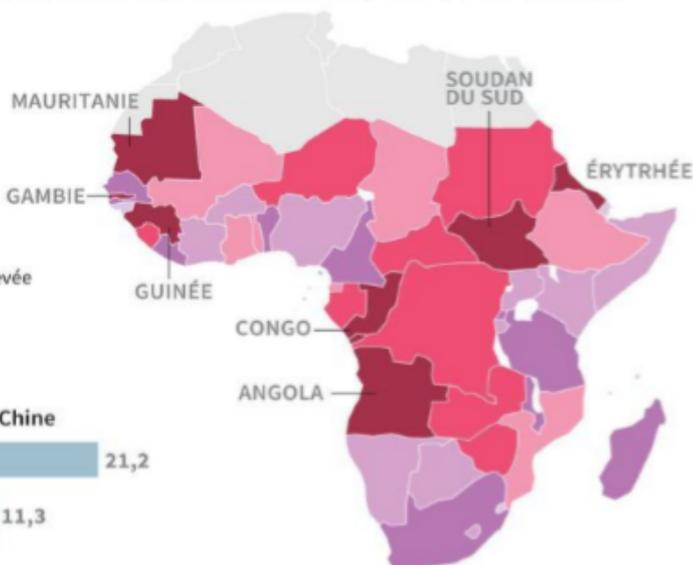
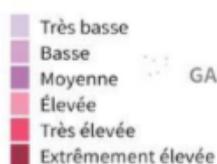
Il semblerait toutefois que le corollaire de cette offensive commerciale massive soit la fragilisation des pays dits du « Sud », jusque dans leurs fondements culturels, sociaux et sociétaux. De plus en plus, les populations se trouvent dépossédées de leurs terres, de leurs moyens économiques, voire de leurs emplois au fur et à mesure que la nouvelle Route de la Soie pénètre le continent. La plupart des économies paraissent entraînées dans un engrenage d'involution, où des pans entiers de la population connaissent des difficultés économiques, par dépossession de leurs outils de travail ou terrains d'exploitation pour une détérioration de leurs conditions de vie et une paupérisation rampante. Sans que ne soit jamais apporté aux Africains la moindre amélioration, les promesses de redressement économique, sous-tendues par une nature généreuse en ressources naturelles, ne font que l'objet d'une convoitise accrue de superpuissances hégémoniques, absolument prédatrices, parmi lesquelles la Chine a pris la première place. Les pays africains sont souvent devenus des objets économiques à saisir.

## Dépendance sub-saharienne au commerce avec la Chine

### ► Dépendance face à la Chine

Selon la Coface, société française d'assurance-crédit

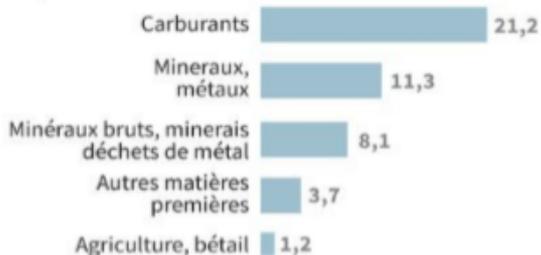
Indice mesurant l'exposition relative d'une économie face à l'évolution de la demande chinoise



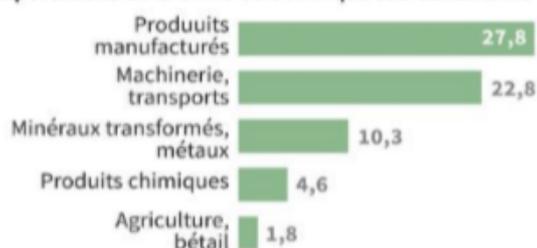
### ► Principaux échanges 2016

En milliards de \$

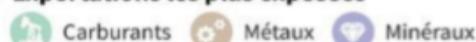
#### Exportations sub-Sahariennes vers la Chine



#### Exportations de la Chine vers l'Afrique sub-saharienne



### ► Exportations les plus exposées



### ► Commerce Chine - Afrique sub-saharienne

En milliards de \$



Sources : UNComtrade, Coface Chine-Afrique : le mariage de raison va-t-il durer?

© AFP

Dépendance sub-saharienne au commerce avec la Chine, carte des pays africains concernés, principaux échanges et évolution des exportations • Crédits : NICK SHEARMAN, VALENTINA BRESCHI, VINCENT LEFAI - AFP

## « Dette piégeuse »

La Chine est devenue le puissant créancier du continent africain. La montée en gamme de ses financements en Afrique est concomitante à la démesure de dettes africaines, menant le plus souvent à des pratiques prédatrices, de telle manière que les pays emprunteurs en arrivent à perdre le contrôle de leurs propres infrastructures et de leurs propres ressources. Cette prééminence des créances chinoises interroge d'autant qu'elles font le plus souvent suite aux facilités accordées trop largement pour les équipements... au fil de mesures opaques. Les contreparties sont de plus en plus contraignantes et s'avèrent, au final, totalement aliénantes.

Selon le FMI, quinze pays d'Afrique subsaharienne sont en situation de surendettement, pour aboutir encore plus qu'avant à une nouvelle crise de la dette, toujours accompagné d'un marasme des systèmes scolaires et éducatifs, comme de la pénurie de la formation professionnelle ou du manque d'infrastructures structurantes. Près de 70% de la dette publique bilatérale camerounaise sont détenus par la Chine. Le Kenya souffre d'une dette publique croissante passée de 43,1% du PIB en 2011 à près de 60% aujourd'hui. En janvier 2017, le Mozambique déclaré en défaut de paiement, a dû révéler

l'existence d'une dette de près de 2 milliards d'euros, souscrite par les entreprises publiques. La construction de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA-Bank) à Brazzaville, a été entièrement financée par « l'argent du pétrole congolais », selon M. Rigobert-Roger Andely, président de son conseil d'administration, pendant que Brazzaville et Pékin permettait à la Chine de préfinancer plusieurs projets d'infrastructures, augmentant du même coup sa dette, jusqu'à près de 120% de son PIB. Nigéria, Ghana, Angola, Zambie sont dans des situations guère plus enviables.

Mais la soutenabilité de cette dette est plus encore préoccupante dans la mesure où les pays africains dans leur très grande majorité n'ont pratiquement pas de capacité à lever des impôts et éprouvent d'énormes difficultés à diminuer leurs dépenses publiques. Aujourd'hui, la dette publique moyenne en Afrique subsaharienne s'élèverait à près de 50% du PIB, soit près du double de son niveau de 2010, sans que l'on perçoive des signes d'amélioration.

### **Acculturation et cyberdépendance**

François Godement<sup>5</sup> rapporte qu'au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, les serveurs Huawei ont transmis à Shanghai, tous les jours pendant cinq ans à la même heure, les données de l'organisation... Les opérateurs de télécommunication occidentaux, toujours selon François Godement, perdent du terrain en Europe mais plus encore se heurtent de façon frontale à Huawei, occupant de plus en plus de positions monopolistiques.

La Chine n'est évidemment pas la première puissance à utiliser les médias pour asseoir son influence à l'étranger. Mais, plus de 40 000 fonctionnaires auraient été embauchés, spécialement pour contrôler la perception de la Chine à l'étranger, tandis qu'en Afrique comme dans les autres continents, les offres de voyages de presse en Chine se multiplient pour des formations en communication tous frais payés.

Tout spécialement en Afrique, des entreprises chinoises dominent désormais les réseaux de télévision. Xinhua, l'agence de presse chinoise propose aux médias étrangers des packages de 50 dépêches, 3 vidéos et 5 photos pour 1 800 euros et des contrats très tentants pour des médias en crise, voire un service gratuit pour nombre de pays africains dépourvus de moyens, avec même paiement des salaires d'une rédaction ou l'abonnement aux dépêches des agences internationales, dans la perspective d'accompagner une stratégie globale de conquête économique et territoriale, tandis que Radio Chine International (RCI) s'est immiscé sur les ondes de dizaines de radios et de télévisions étrangères.

### **Nouvelle Route de la soie pour une renaissance des pays africains - Vraiment ?**

Tout au long de son histoire, sur des millénaires et des siècles, la Chine a étendu son influence et a pénétré de vastes territoires (Corée Japon, Asie centrale, Tibet, Mongolie, péninsule indochinoise, Indonésie et Philippines...) Le monde chinois a même été depuis les origines en relation avec les régions situées au sud de l'Oural, depuis l'Iran, l'Inde et le monde hellénisé, comme ceux gagnés à l'islam. À présent, les autorités chinoises aiment à nous rappeler l'existence de relations entre la Chine et l'Afrique dans une histoire multiséculaire (dès le XI<sup>e</sup> siècle), notamment au XVI<sup>e</sup> siècle (de 1405 à 1433) avec le grand navigateur Zhèng Hé, 90 ans avant Vasco de Gama. La légende d'un Empire du Milieu fermé sur lui-même ne correspond pas plus aux réalités de l'histoire que celle d'une Chine éternelle mais stagnante. Sa volonté d'hégémonie, soutenue par une domination commerciale tend à devenir de plus en plus monopolistique et la prépondérance de ses aides à la totalité des pays africains ne sont plus à démontrer. Mais l'aide internationale consentie à l'Afrique finit par créer une certaine dépendance, quand le commerce pourrait créer des gains durables. Faudrait-il encore pour l'Afrique définir la nature de ces échanges commerciaux, pour remédier à cette insuffisance d'échanges intra-

<sup>5</sup> 'Huawei, un lobbying sans limite ?', François Godement, 8 juillet 2019 – Asia-Centre – Institut Montaigne

africains. Selon l'ONU, seulement 10% des exportations-importations des pays africains sont dédiées à des échanges inter-africains. Nombre de ministres des finances africains n'ont d'autre stratégie que de spéculer sur une bonne tenue du prix des matières premières et les aides extérieures.

Or, pour instaurer une croissance solide et durable, les économies doivent se diversifier, dépasser la simple exploitation/exportation des ressources naturelles et tentant d'évoluer dans la chaîne de valeurs industrielles et prestataires de services. Cela exigerait de multiplier les transferts et sous-traitances entre pays africains pour une véritable politique de souveraineté. Alors, pourquoi donc aujourd'hui plus qu'autrefois, les économies des pays africains s'appuient-elles essentiellement sur les exportations de leurs ressources naturelles, autrefois vers l'Europe, aujourd'hui, de plus en plus vers la Chine... ?

Avec le franchissement de cette nouvelle étape dans le sillon de la Nouvelle Route de la soie, l'Afrique pourrait échapper, comme nous l'évoquions dans le titre, à la menace d'un chaos effroyable de l'Armageddon (Ap. 16, 1-21). Mais, ne serait-elle pas plutôt entraînée dans une spirale de dépendance économique, puis culturelle, devant progressivement déboucher à terme sur une mosaïque de satrapies ?

-----